

Questions orales

ne» rien ne laisse supposer un examen approfondi des causes du terrorisme.

La tenue d'une conférence portant principalement sur le terrorisme islamique n'a pas plus de sens qu'une conférence sur le christianisme, le judaïsme ou le bouddhisme et le terrorisme. Les titres de la conférence et des divers ateliers établissent un lien tellement direct entre l'Islam et le terrorisme qu'il s'agit presque de propagande haineuse.

J'exhorte tous les Canadiens honnêtes à dénoncer ce type de discrimination, et j'espère que l'Université du Manitoba reconsidérera la tenue de cette conférence.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le temps de parole du député est écoulé.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Girve Fretz (Érié): Madame la Présidente, Gloire à l'homme de main impitoyable de la TPS. Et président de son état.

Il a rivé le clou des frères Filibuster.

Des grands guignols et autres empêcheurs de danser en rond.

Finie la résistance acharnée de «Rodrigue Le Rouspéteur».

Et de collègue résigné de la Colombie-Britannique.

Ils continueront peut-être encore à nous mettre des bâtons dans les roues.

Mais notre dur-à-cuire de Blenkie leur a montré de quel bois il se chauffe.

Poursuivons donc calmement l'étude article par article au comité.

Et croisons ensuite le fer en troisième lecture.

Car nous combattons pour une juste cause en luttant pour la TPS.

Et nous ne reculerons pas.

* * *

LA CONFÉRENCE GLOBE 90

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, des spécialistes du monde entier se sont réunis cette semaine à Vancouver pour la conférence Globe 90. La politique du Canada a été passée au crible et elle a été assez mal cotée sur pratiquement tous les plans. Le directeur du Programme des Nations Unies pour l'environnement, M. Mostafa Tolba, n'a pas été tendre pour le Canada qu'il accuse de contribuer à l'effet de serre car nous abattons quatre arbres pour chaque arbre que nous plantons.

Au Canada, 40 p. 100 de la pollution marine vient des usines de pâtes et de papiers et aucun inventaire n'est fait

de nos réserves forestières même si l'exploitation des forêts constitue notre plus importante industrie et celle qui compte le plus dans notre balance commerciale. Nous n'avons même pas de plans pour protéger nos forêts de vieux arbres et certaines provinces comme l'Alberta projettent d'abattre le tiers de toutes leurs forêts.

Pourtant, trois Canadiens sur quatre considèrent que nos forêts sont un trésor national dont nous avons la garde. Ils croient, dans une même proportion, qu'elles sont mal gérées et que cette industrie menace l'avenir de notre pays. Et neuf Canadiens sur dix estiment que la pulvérisation est dangereuse, selon le sondage Environics dont les résultats ont été divulgués à Globe 90.

Le gouvernement fédéral réinvestit dans le secteur forestier moins de 10 cents sur chaque dollar en recettes fiscales qu'il récolte de l'exploitation de cette ressource, le même pourcentage qu'à l'époque des libéraux sous la direction de Pierre Trudeau.

Globe 90 et le directeur du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont rétabli les faits. Il ne se fait aucun développement durable au Canada dans le domaine forestier. Nous abattons quatre fois plus d'arbres que nous en plantons. Les compagnies forestières et le gouvernement devraient cesser de tronquer les faits. C'est le message que nous transmet Globe 90.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA CONSTITUTION

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au vice-premier ministre. Hier soir, le premier ministre déclarait, et je cite: «J'ai donc décidé de soumettre la résolution d'accompagnement du premier ministre McKenna au Parlement la semaine prochaine, puis de la renvoyer immédiatement à un comité spécial de la Chambre des communes pour les audiences publiques.»

Monsieur le Président, il me semble que l'on n'a pas encore consulté les leaders parlementaires des partis d'opposition au sujet du mandat de ce comité spécial. Je demande donc ceci au vice-premier ministre: Le gouvernement va-t-il engager ces consultations le plus tôt possible afin que l'examen des propositions McKenna puisse se faire de la façon la plus constructive qui soit? Je demande plus précisément ceci: Le premier ministre s'engage-t-il, en outre, à faire en sorte que ce comité puisse examiner les autres propositions qui sont faites en vue de dénouer l'impasse constitutionnelle actuelle?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je crois effectivement que le